



Archives du Centre pour la communication et la formation dans l'espace local (CCFEL)

408 J 1-118

1986-2003

Répertoire numérique détaillé réalisé par Virginie Beaujouan (Génériques, 2005), complété par Tatiana Sagatni (Génériques, 2008), complété par Françoise BURG sous la direction de Guillaume Nahon, directeur des Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

Bobigny
Juin 2009

Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

Intitulé : Archives du Centre pour la communication et la formation dans l'espace local.

Références : FRAD093/408J.

Dates extrêmes : 1986-2003.

Importance matérielle : 10 ml.

Modalités d'entrée : dépôt.

Conditions d'accès : libre.

Conditions de reproduction : sur autorisation du déposant.

Introduction

Le fonds d'archives du Centre pour la communication et la formation dans l'espace local (CCFEL), a été déposé aux Archives départementales de la Seine–Saint-Denis le 18 juin 2009. C'est un fonds clos, il couvre la période 1986-2003 et représente 118 articles soit quelque 10 ml.

Présentation du producteur

Création, objectifs, moyens d'action et public ciblé

Le Centre pour la communication et la formation dans l'espace local (CCFEL) est créé en 1988 par Farouk Belkeder et Karim Abboub, ce dernier souvent décrit comme un « psychanalyste des banlieues ». C'est une association loi 1901. L'équipe d'animateurs qu'il réunit se déplace dans les cités de Seine-Saint-Denis dans des lieux d'écoute permanents ou grâce au « Préserv'bus », un bus équipé pour se rendre dans les banlieues afin de renouer le dialogue avec les toxicomanes et qui permet un accueil original. « Nous allons vers les gens, directement dans les cités, parce que, très souvent, par perte d'habitude, manque de socialisation, replis sur eux-mêmes, ils ne viendraient pas dans des lieux, même assez proches », constate Nathalie Guillaumaud, l'une des animatrices de l'association. Le public touché est « très divers. Puisque ce sont avant tout des gens fragilisés, en difficulté. Il y a par exemple des jeunes qui viennent juste parler d'eux ou chercher des renseignements sur le sida. Des parents, également, qui se posent des questions, s'inquiètent ». L'avantage de ce bus, c'est sa mobilité tout en préservant un espace clos, « où l'on peut tout entendre ». Là encore, il ne s'agit pas de résoudre, mais d'être « un relais, une passerelle entre des gens qui posent des questions précises et des institutions. Il y a beaucoup à faire et l'on ne peut pas tout faire, c'est aussi pour cela qu'il faut prendre le temps de faire les choses. En essayant, sur plusieurs années, de garder un contact, des liens, même s'ils se distendent parfois ».

Le CCFEL distribue des kits de prévention (seringue, eau de javel, préservatif), écoute et oriente.

Des fiches d'intervention décrivent les actions menées dans les cités de Seine-et-Marne (Chelles) et de Seine-saint-Denis, à Bondy, Pantin (cité des Courtillères), Clichy, Villemomble (cité des Marnaudes), Clichy-sous-Bois, Montfermeil, Coubron, Noisy-le-Sec (cité du Londeau), Villepinte.

En parallèle, l'association intervient régulièrement auprès d'établissements scolaires, d'organismes et d'associations afin de sensibiliser et/ou former, principalement sur la toxicomanie et le sida, mais également sur le travail en réseau, un des axes majeurs de réflexion du CCFEL. En outre, au travers des rapports d'activité et des dossiers de partenariat se dessinent les évolutions des politiques locales de prévention, l'implication des pouvoirs publics et l'émergence (ou non) d'un travail en réseau.

Le travail en réseau, un axe majeur de réflexion

Le CCFEL distingue le réseau primaire et le réseau secondaire : le premier renvoie à la famille, les amis et les voisins ; le second se limite aux personnes réunies autour d'une même fonction dans une structure institutionnelle. C'est au sein du réseau primaire que l'association intervient, afin de travailler auprès du cercle de proximité de la personne en détresse. Car les ressources de l'individu ne se trouvent pas dans le cadre institutionnel mais dans son réseau local. D'où le passage d'une prise en charge individuelle à une prise en charge communautaire susceptible de faire évoluer un groupe et atténuer ses blocages.

Le CCFEL disparaît en 2003.

Les archives

Historique du traitement : suite à la disparition du CCFEL, en 2003, Farouk Belkeddar, co-fondateur avec Karim Abboub et, par ailleurs, membre du bureau de Génériques, a initié le traitement de ce fonds d'archives par Génériques à partir de 2004. En 2005, l'ensemble du fonds a été transféré dans les locaux de Génériques ; un premier inventaire a alors été réalisé par Virginie Beaujouan (2005).

En juin 2008, l'instrument de recherche a été revu et complété sur la forme, par Tatiana Sagatni, afin de rejoindre une présentation plus normalisée (juin 2008). Sur le fonds, et suite à quelques sondages opérés, quelques manques ont été constatés entre le contenu matériel du fonds et sa description intellectuelle dans l'inventaire.

Dans le cadre du cursus de formation professionnelle d'assistant archiviste dispensée par l'Association de Prévention du Site de la Villette (APSV), Chérif Slimani a effectué un stage de 15 jours à Génériques (juillet 2008). A cette occasion, il a eu en charge de vérifier et comparer l'état réel du fonds par rapport à l'inventaire : « *Au départ, nous avons un inventaire répertoriant un fond composé de 125 cartons cotés de 1 à 125 mais 35 cartons manquent à l'appel dans les rayonnages. Parmi les cartons présents, nous avons isolé 28 cartons non cotés. L'idée était de voir si ces derniers pouvaient correspondre à ces cartons répertoriés dans l'inventaire mais absents des rayonnages. Pour cela, nous avons commencé par effectuer une analyse fine des 28 cartons non cotés. Il en est sorti qu'un carton correspondait Les 27 autres ont été numérotés de 126 à 152 car nous n'avons pas pu établir d'identité parfaite. Notons toutefois que certains cartons peuvent sensiblement se rapprocher de descriptions répertoriées dans l'inventaire sans que nous puissions être tout à fait certains de leur parfaite identité* ».

Durant son stage, Chérif Slimani a donc, d'une part, complété les descriptions existantes de l'inventaire et, d'autre part, ajouté de nouvelles. Il a également repéré quelques documents « remarquables », c'est-à-dire intéressants plus particulièrement l'historique de l'association soit se présentant sur des supports particuliers soit de caractère sensible.

Les éliminations pratiquées n'ont concerné que des doubles ou objets insignifiants.

Lorsque ce fonds est arrivé en dépôt aux Archives départementales de la Seine –Saint-Denis seul le répertoire méthodique a été conservé, ainsi que le plan de classement choisi par Génériques. La cotation des boîtes a changée, pour être en continu, les boîtes disparues ou manquantes n'apparaissent plus, les boîtes non répertoriées dans le répertoire méthodique ont été intégrées à celui-ci. Un seul instrument de travail a ainsi été mis en place. Un sommaire détaillé et un index général permettent de naviguer dans le fonds. Le contrat de dépôt des archives du CCFEL aux Archives départementales de la Seine-Saint-Denis, passé entre le Conseil général de la Seine-Saint-Denis et l'association Génériques formalise la communication et l'utilisation de ces archives et se situe à la fin de répertoire.

Les 10 mètres linéaires d'archives du CCFEL informent sur l'histoire de l'association depuis sa création en 1988 jusqu'à sa disparition en 2003. Certains documents peuvent être antérieurs (1986).

- Un premier ensemble regroupe des documents concernant la vie interne de l'association. À noter les bilans financiers de 1992 à 1998.
- Un deuxième ensemble aborde l'activité du CCFEL : actions de terrains, rapports d'activités, formations de 1988 à 2003, dossiers documentaires sur la toxicomanie, le sida, la santé publique.
- Un troisième ensemble renseigne sur les relations avec d'autres organismes, associations, institutions publiques, les dossiers sont pour l'essentiel de la correspondance, des comptes rendus de réunions, des projets.

Intérêt historique des archives du CCFEL

C'est une phrase de Freud qui a déterminé les choix du psychanalyste Karim Abboub. Le savant notait, en 1918 : « nous sommes plusieurs à nous occuper de la névrose bourgeoise mais nous ne savons pas résoudre la

névrose populaire ». Une névrose que Karim Abboub a voulu aborder avec les outils de la psychanalyse pour offrir un espace de paroles aux jeunes de la Seine-Saint-Denis.

Initiateur et responsable du CCFEL, il évoque ce qu'il appelle les trois « d » : déni, défi, délit (Extrait d'un article publié dans *Le Monde.fr* par Liliane Delwasse le 02 juin 1993 : « Déni, défi et délit. Une équation à résoudre pour des jeunes dont la vie est fondée sur le vide »).

Les liens entre cette association et le Département de la Seine-Saint-Denis, sur des actions de prévention et d'information concernant la santé publique, les problèmes de toxicomanie et les questions liées à la pandémie du sida, donnent aux archives de cette association une importance particulière. Ce fonds complète les fonds d'archives publiques versés par les administrations du département sur ces questions.

Les actions du CCFEL s'inscrivent aussi dans le cadre des démarches éducatives et de l'éducation populaire développées depuis quelques décennies en Seine-Saint-Denis, ses archives enrichissent la dizaine de fonds déposés aux Archives départementales (archives papier et audiovisuelles) qui répondent à ces critères.

Tatiana Sagatni
Génériques
Françoise Burg
Archives départementales de la Seine-Saint-Denis
Juin 2009

Sources complémentaires

- **Archives départementales de la Seine-Saint-Denis**

Thématique : toxicomanie, santé, maladies sexuellement transmissibles.

Archives publiques :

- 2384W, Centre d'information et de ressources sur la drogue et les dépendances- CIRDD, 1998-2006

- 1473W, Cabinet du Préfet de la Seine-Saint-Denis, 1977-1988

Enquêtes administratives, sécurité dans les communes du département, élections, lutte contre la drogue, populations nomades, étrangers, voyages officiels, décorations

- 2312W, Service de prévention et des actions sanitaires, 1981-2003.

Actions de prévention en matière de santé. Dont les maladies sexuellement transmissibles et Sida (1992-2002).

- 1569 W, Direction de la prévention et de l'action sociale, 1984-1990

76-77 : prévention dans le secteur des maladies sexuellement transmissibles, du sida.

- 1842W et 2013W, Mission initiatives santé, 1983-1995

Documents relatifs à la préparation de l'exposition intitulée "La santé tout le monde en parle" et les supports de cette exposition. Il contient également des documents relatifs à l'activité de la mission. (santé publique, données, économie de la santé, moyens pour la santé, la mère et l'enfant, santé et condition de vie, santé et condition de travail, sida, toxicomanie, protection sociale, vivre son handicap, tuberculose),

Archives privées

Archives audiovisuelles

- Périphérie Productions

. "Passeport découverte Sida" (titre provisoire), documentaire de réalisateur : Jean François Gallotte : "Le film est réalisé à partir du travail mené dans le cadre "Passeport découverte" (opération à l'initiative du Conseil général de Seine-Saint-Denis et de Fondation 93) par une classe de 4ème technologique du collège Jean Jaurès à Montfermeil avec leur professeur de français, Mme Faïza Alami. Le thème de ce travail est la prévention du SIDA, avec le but de donner une information active sur la nécessité et les moyens de la prévention...." (texte extrait du synopsis), Durée prévue du film : 20mn à 26mn. 1997.

. « Drogue », 1994

. « Prévention toxicomanie : quelles pratiques professionnelles ?" 1998, documentaire, réalisation : Stéphane Le Gall - Villiker

Film de formation et d'information sur la prévention de la toxicomanie, à destination des professionnels des secteurs sociaux. Quelles méthodes de travail privilégier ? Quelles doivent être les relations entre les différents partenaires sociaux (services publics, collectivités locales, associations, la justice) ? Le film tente une réponse en laissant s'exprimer les intervenants sociaux sur leurs méthodes de travail, souvent le fruit d'une longue pratique. Production : Conseil général de Seine-Saint-Denis et Périfilms. Durée : 26mn ou 28mn 20s selon la version. Lieux de tournage : Centre ASE du Pré-Saint-Gervais, Mission locale pour l'emploi de Pantin, Centre

PMI de La Courneuve, Centre ASE et Club de prévention de Montreuil-sous-Bois. Le tournage a probablement eu lieu en 1997 et le montage en 1998

. "Drogue...la ruine" 1993, documentaire

Réalisation : Jean François Gallotte. Des toxicomanes s'expriment sur les manières de se procurer de la drogue. Ce trafic affecte surtout les quartiers en difficulté. Des habitants de cité racontent leur quotidien fait de peur, de violence et d'agression. Il se développe une économie parallèle autour de la revente de stupéfiants. Un ancien toxicomane dénonce les ravages de la drogue sur les jeunes mais aussi le manque de perspective et l'esprit de compétition régnants dans la société moderne. Le film a été tourné en Seine-Saint-Denis à l'occasion de la rencontre "La drogue : NON !" à La Courneuve. Durée : 11mn 37s

- La Cathode vidéo

. "C'est si bon !" 1997, Réalisé par Roland Moreau.

"Destiné aux adolescents de 15 à 21 ans sur le thème de l'alcool et des polytoxicomanies. Vincent boit presque naturellement, avec ses amis, avec ses parents. Leïla, son amie, l'alerte. Vincent ne se sent pourtant pas malade. Une interrogation sur le rôle de la boisson et l'installation progressive de la dépendance. L'alcool : un symptôme qui cache une façon de gérer son stress, sa dépression" (extrait du catalogue la Cathode Vidéo), Durée : 26 mn,

. "Je ne peux pas m'en passer" 1997, témoignages

"Alcool/polytoxicomanies : témoignages d'anciens alcooliques, jeunes et moins jeunes. Commentaires du docteur Jean Michel Siward, psychiatre, spécialiste en alcoologie. Les thèmes abordés sont 1/ Moi, je me sens très bien - 2/ La dépendance - 3/ Décrocher" (extrait du catalogue la Cathode Vidéo), Durée du film : 52mn

. "Les ailes du désordre" 1998, documentaire

Réalisé par Serge Saliceti, témoignages de parents et d'adolescents, avec des commentaires du professeur Philippe Jeammet, Durée : 45mn

Documents iconographiques

54 FI, affiches éditées par l'association dionysienne "Combat face au sida - santé drogues société" - 2, rue Edouard Vaillant - 93200 Saint-Denis

Périodiques

2913PER, *Journal du sida* : pathologies associées - hépatites - droits des malades, 2005

2465PER, *Combat face au Sida*, 2000-2004

2550PER, CIRDD 93 : lettre du centre d'information et des ressources sur la drogue et les dépendances en Seine Saint Denis, 2002-2004

Thématique : immigration

Concernant cette thématique nous invitons le lecteur à se reporter au travail sur les sources actuellement en cours initié par l'association Génériques. « Les Étrangers en France – Guide des sources d'archives publiques et privées – XIXe-XXe siècles ». Cet ouvrage a fait l'objet d'une mise en ligne sous forme de base de données, permettant une recherche multicritères. (Génériques - 34 rue de Cîteaux – 75 012 PARIS, Téléphone: 01 49 28 57 75 - Télécopie: 01 49 28 09 30 ; www.generiques.org. Ainsi que sur le site : barthes.ens.fr/clio/acsehmr)

Archives publiques

- 2049W 1-44, Service de l'Habitat, 1975-1988.

Ces dossiers contiennent des documents relatifs aux foyers, logements pour les immigrés en Seine-Saint-Denis.

- 2343W 1-30, Office des migrations internationales, délégation régionale Paris –Nord OMI.

Accueil des étrangers, demandes de regroupement familial, 1998 (échantillonnage)

Archives privées

- 29J, Service social d'aide aux émigrants (SSAE), 1971-1980

Ce fonds apporte des informations d'une part sur la politique gouvernementale en direction des migrants, d'autre part sur les conditions de vie (travail, logement, éducation, santé...) de la population immigrés en Seine-Saint-Denis sur une période d'une dizaine d'année.

- 226J 1-43, Fonds Henri Beguin, 1939-2001

Henri Beguin a été agent d'accueil à l'Office national d'Immigration de 1974 à 1987, durant cette période, il a produit des archives et rassemblé de la documentation sur la thématique de l'immigration.

- 409J Fonds Abdallah Zniber, 1972-1993, (récolement et inventaire en cours)

Le fonds se compose d'archives et de documentation sur l'immigration et les associations de soutien aux immigrés, les Marocains en France et associations de Marocains, sur le développement local, la formation et les droits de l'homme.

- Fonds du Comité de liaison pour l'alphabétisation et la promotion en région Île-de-France (CLAP IDF), 326J 1-24, 342J (en cours de classement) 1968-2000

Ce fond comprend des documents historiques, administratifs, des études sur l'illettrisme, sur la pédagogie dans la formation des migrants ainsi que sur leur insertion professionnelle. Sont également présents des actes de séminaires et colloques traitant de ces mêmes sujets.

- Fonds du comité de liaison pour la promotion des migrants et des publics en difficultés d'insertion – CLP, 1970-2000, 325J et 404J

Ce fonds comprends des documents sur la vie de l'association, (réseau national de 80 organismes de formation) de la correspondance, des revues et brochures sur la formation qui permettent de retracer l'histoire de la formation des migrants

- Jacques Girault, professeur des universités, président honoraire de l'Association histoire et mémoire ouvrière (AHMO), conseiller municipal de Châtenay-Malabry, 1960-2002, 30 ml, 247J, 319J (*répertoire disponible*).

Ces archives renseignent entre autre sur les cours dispensés par ce professeur : dossiers thématiques, travaux d'étudiants annotés et corrigés par lui-même. A noter des recherches biographiques sur les militants de banlieue, sur l'immigration, l'histoire de la banlieue et des monographies communales.

Thématique : éducation populaire et formation :

Archives privées

- L' Association Travail et Culture, 1945-1986, 23J . L'origine est à chercher dans le "Mouvement de la Jeune France" créé à Vichy en 1940 et dissous par les autorités d'occupation en 1942. Les buts de l'association étaient de créer un centre d'études et de coordination sur les activités d'éducation et de culture populaire ainsi que de préparer les élèves des écoles d'art à un rôle d'animateur culturel dans les organismes de culture populaire.

- **La Maison de la Culture de la Seine-Saint-Denis, 1978-1997, 143 J**, créée en 1974 la MC93 avait pour vocation de mettre en rapport la création professionnelle pluridisciplinaire avec le public le plus large possible : relations suivies avec les associations, les organismes culturels et les entreprises, partenariat avec les municipalités dans le cadre d'une création, diffusion, animation tous azimuts.

- **Roger Devaux, 1965-2000, 207J**. L'abbé Devaux a exercé les fonctions d'aumônier dans le secteur de l'Action catholique ouvrière 93 Nord - Est, ainsi que celle d'aumônier fédéral de la Jeunesse ouvrière chrétienne jusqu'en 1982. Il est, par ailleurs, impliqué dans les équipes de formation en monde ouvrier.(207 J)

- **Fonds du parti communiste français** : plusieurs fonds de personnalité peuvent apporter des éclaircissements sur les démarches éducatives décidées par le PCF concernant l'enfance et la jeunesse. Il s'agit des fonds de Roland Leroy (263 J, archives sur les Vaillants et Vaillantes et les Pionniers de France, 1950-1971) et du fonds Raymond Guyot (283 J, archives sur « l'Union de la jeunesse républicaine de France » 1945, et sur l'association « Le Bol d'air des gamins de Paris » 1951).

- **Fonds Alcine Salangros, 1968-1997**, directeur de plusieurs Maisons de jeunes et de la culture. Son expérience et son vécu, lui ont permis de rassembler des archives intéressantes sur le fonctionnement, la gestion et les activités des MJC.

- Plusieurs associations et sociétés audiovisuelles ont décidé de travailler sur la thématique de l'éducation à l'image avec pour objectif d'éveiller chez les adolescents le regard et la sensibilité, de leur donner des repères pour réfléchir, prendre de la distance face aux images, fonder un jugement critique. Des ateliers vidéos ont été créés regroupant des professionnels de l'image, de l'éducation nationale, des animateurs, des adolescents. Des dépôts ont été faits aux Archives départementales par : **l'association Périphérie, La Cathode vidéo, l'association EVIBI Bobigny**.

Autres centres d'archives

- **Cité nationale de l'histoire de l'immigration (CNHI).**

- Fonds A. Sayad.

54 : * Lettre et documents d'un étudiant de DEA adressés à AS.

* Bureau international du travail (BIT).

* « Les étrangers dans le RMI dans les Bouches-du-Rhône ».

* « Ouvriérisation des paysans de l'ouest algérien ».

* CCFEL (Centre pour la communication et la formation dans l'espace local).

* Immigration : brochés (certains des années 1960), divers.

58 : * Centre pour la communication et la formation dans l'espace local (CCFEL) et documents sur le Sida, la toxicomanie...

• Recensement INSEE 1968 (population étrangère).

- **Archives nationale, site de fontainebleau**

- Versements de la Direction de la population et des migrations du ministère de la Santé.

Bibliographie

Remarques : Cette bibliographie a été mise en place par l'association Génériques « les références bibliographiques présentées ci-dessous dans un ordre antéchronologique, loin d'être exhaustives, sont extraites de la base bibliographique Toxibase en ligne sur Internet6. Les références en gras indiquent plus spécialement les publications de Karim ABBOUB, le fondateur du CCFEL ».

BELLUCCI-DRICOT M. ; ANGLO B. « Un Yucca dans le Neuf-Trois » in *Interdépendances*, 2006, (63), 17-20.

L'Association SOS Drogue-International a mis en place un mini CAARUD mobile qui sillonne le département de la Seine-Saint-Denis (banlieue Nord-Est de Paris) depuis le début de l'été 2006. La population est jeune, souvent au chômage, vit la pauvreté/précarité/exclusion, l'urbanisme est dégradé, avec une carence des dispositifs publics, les violences urbaines sont

fréquentes dans un contexte social dégradé. Le CAARUD Yucca, seule structure à intervenir en RdR dans ces lieux, a été accueillies plutôt "chaleureusement" par les acteurs municipaux. L'équipe prend contact avec le public marginalisé des usagers de drogues par un travail de rue de réduction des risques, repère les lieux de consommation et de regroupement, collabore avec les CSST de Paris, les hôpitaux, les associations déjà implantées. Mais s'implanter et intervenir sur ces territoires est une gageure à cause du sentiment d'abandon vécu par les populations, et comme tout ce qui relève de la toxicomanie est mal accepté dans ces quartiers, il faut prouver son efficacité et sa légitimité avant de commencer à travailler en RdR. Il est urgent que les responsables politique s'engagent une réflexion et prennent en compte la question sociale de ces quartiers et de ces communes, les disparités se creusant sans cesse, sans toutefois privilégier la réponse sécuritaire.

Plan départemental de lutte contre les drogues illicites, le tabac et l'alcool et de prévention des dépendances : département de la Seine-Saint-Denis. Bobigny, Préfecture de la Seine-Saint-Denis, 2005, 37 p.

Le plan s'inscrit dans le cadre des dispositifs de soins mis en place par l'état et s'adapte aux caractéristiques du département de la Seine-Saint-Denis. Il développe des axes prioritaires d'intervention sur trois thématiques principales : les conduites addictives en milieu professionnel, les conduites addictives des jeunes dans leurs différents cadres de vie, le rapport entre loi et addiction. Le plan propose également des principes d'actions, des critères pour l'évaluation et pour chaque thématique des fiches actions à mettre en oeuvre.

JUNG C., TOUSSIRT M., TARRIUS A. « Migrants et usages de drogues » in *Revue Toxibase*, 2004, (13, 1er trimestre 2004), 1-13.

Il est encore particulièrement difficile d'aborder en France la question du lien entre migration et toxicomanie. Sujet honteux ? Traversé par les débats de société actuels sur le communautarisme et l'intégration, la question de l'amélioration de la prise en charge et de la prévention auprès des migrants usagers de drogues est pourtant essentielle. Sur le plan européen, les approches diffèrent considérablement entre chaque pays et il n'y a pas de modèle d'intervention unique. Pourquoi cette question serait elle taboue alors qu'elle a été abordée avec clarté dans d'autres domaines, comme par exemple celui du Sida ? Ce thème à Toxibase reflète la difficulté d'une approche multifactorielle de cette question, ce qui commence avant tout par la difficulté de préciser la notion de migration elle même. Les usages de drogues des migrants recouvrent des réalités très diverses que nous aident à comprendre les auteurs de ce dossier: Catherine Jung montre qu'il n'y a pas plus de problèmes de toxicomanie pour les migrants que pour la population générale mais que sur la question de la drogue ceux ci se sentent stigmatisés et très démunis, ce que confirme Mohamed Toussirt pour qui les usagers de la rue, en majorité des étrangers, sont les plus exposés sur le plan sanitaire et face à la misère sociale. Enfin, Alain Tarrius analyse avec finesse l'évolution des formes migratoires qui sont de plus en plus transnationales, ce qui devrait conduire à plus de recul dans l'approche des problèmes locaux qui impliquent le trafic et la consommation de ceux qui restent, selon l'expression de L.Missaoui?

"des étrangers de l'intérieur". (Extrait du document).

HALFEN S. ; GREMY I. ; LEROUX M. Phénomènes émergents liés aux drogues à Paris et en Seine-Saint-Denis en 2002 : tendances récentes et nouvelles drogues. Paris, ORS, 2003, 127 p., graph., tabl.

Le dispositif TREND, qui repose sur un réseau de douze sites d'observation en France, a pour objectif de fournir, en complément des dispositifs existants, des éléments de connaissance sur les phénomènes émergents liés aux drogues. Ces éléments doivent permettre de disposer d'informations précoces, afin d'élaborer des réponses rapides et permettre ainsi une meilleure protection des usagers et de la population en général. L'observation en 2002 a surtout porté sur deux espaces : l'espace urbain et l'espace festif techno. Les outils méthodologiques, essentiellement de type qualitatif, utilisés dans le cadre du dispositif TREND à Paris et en Seine-Saint-Denis, comme dans les autres sites, sont les suivants : l'observation ethnographique des usages en milieu urbain et en milieu festif techno ; la réalisation de 8 groupes focaux avec des professionnels des champs sanitaires et répressifs ; une enquête transversale quantitative auprès de 249 usagers fréquentant 4 structures de première ligne (Ego, Step, First et Nova Dona) ; une enquête qualitative auprès des équipes en charge de 4 structures de première ligne (Ego/Step, Nova Dona, First et Proses) et de 2 associations de réduction des risques intervenant dans les événements festifs techno (Association Liberté et Techno Plus). Les informations recueillies permettent, en les recoupant, de dégager les nouvelles tendances de consommations à Paris et en Seine-Saint-Denis. (Résumé d'auteur).

KTRICHMAR L. ; ABOUB K. ; NEMIROVSKY B. « Le réseau Artémis vers les patients toxicomanes VHC+ : pour que les soins aient "droit de cités" » in *Réseaux Hépatites*, 2001.

Depuis mai 2001, dans le département de la Seine-Saint-Denis, une association loi 1901 subventionnée par la DDASS, l'association « Réseau Artémis » poursuit de façon structurée une action de terrain initiée il y a déjà 10 ans.

Cette action s'inscrivant dans le champ de la "prévention des risques" vise, entre autres, à améliorer la prise en charge de l'hépatite C auprès des usagers de drogues dans les communes de Pantin, Bondy, Clichy-sous-Bois et Montfermeil. Laure Ktrichmar (éducatrice spécialisée), présidente de l'Association et Karim Abboub (analyste, psychologue clinicien), tous deux impliqués dès le départ dans cette initiative, nous expliquent les fondements et les objectifs de cette action ainsi que les modalités d'intervention sur les quatre sites. (Résumé de la revue).

ARNOLD-RICHEZ F. Homnibus : bienvenue à bord. Swaps, 2001, (21), 2-4. Bibliographie.

Un espace médico-social mobile, un bus, a été créé pour servir trois communes de Seine-Saint-Denis, avec pour objectif d'aller au devant des personnes les plus en difficultés et les plus démunies. Le but est de favoriser l'accès aux soins et aux droits sociaux de ce type de population, puis de conseiller une orientation vers des structures qui disposent de professionnels adaptés, dans le domaine de la santé et du social. Ainsi le bus espère toucher les plus défavorisés, établir un premier contact, fournir une passerelle mobile. L'auteur définit les moyens de l'opération, les objectifs, et expose le cadre de l'évaluation.

ABBOUB K. « Toxicomanie et conduite à risques chez les jeunes adolescents en errance sociale en Seine-St-Denis ». In *Les polytoxicomanies en Europe*, T3E, Bruxelles, 25-27/06/1998, Les Cahiers T3E, 1999, (6), 5-9.

L'auteur insiste sur l'importance éthique de l'écoute de l'adolescent car " faute d'écouter l'adolescent, on aura alors à faire au déni, défi, délit et dépit. Le déni de l'existence d'un sujet porteur d'une histoire particulière singulière pousse des adolescents en souffrance à défier une société en crise où ils n'ont ni place, ni statut, ni références identitaires : d'où déni, délinquance, violences. Ici, la dépression de l'adolescence est à l'origine des conduites délictueuses. Elle intervient par dépit ".

DESDEVISES M.C. « Migration et délinquance : les aspects criminologiques du phénomène migratoire » in *Revue Internationale de Criminologie et de Police Technique et Scientifique*, 1998,51, (3), 268-281. Même si les migrants semblent se fondre dans le groupe national pour y perdre tout particularisme criminologique, certains facteurs étiologiques de la délinquance demeurent spécifiques à la situation de migration : 1°) Le groupe de migrants n'est pas une catégorie criminologique identifiable ni par une sur-criminalité spécifique, ni par une typologie délinquante particulière; 2°) Certaines délinquances sont liées au phénomène migratoire, offrant des opportunités d'infractions, ou source de difficultés de socialisation. (Extrait du résumé d'auteur).

NYER-MALBET. « Migration et condition sanitaire » in *Migrations santé*, 1996, (86), 59-71.

Recherche épidémiologique sur la situation sanitaire des migrants dans Paris intra muros. De nombreux aspects sont traités : tuberculose, sida, MST, pathologie d'adaptation, mal-être physique et mental, drogue, prostitution et délinquance.

SAYAD A. ; ABOUB K. *Toxicomanie et sida en Seine-Saint-Denis : attitudes, représentations, fantasmes et réalités. Recherche Action Préserv'bus, Pantin, CCFEL, 1996, 108p.*

Cette action-recherche, conduite par un sociologue du CNRS et un psychanalyste responsable des programmes et actions du CCFEL, avait pour objectif d'évaluer l'action du Préserv'bus qui a une quadruple fonction : communication externe, espace intermédiaire de parole, d'écoute et d'échanges, relais d'information et de prévention, recherche et évaluation.

ABBOUB K. « Préserv'bus, prévention SIDA, espace de parole et d'écoute dans la cité » In *Villes en Santé*, 1996, (juin), 27-30.

Préserv'bus est une action de prévention sur le SIDA menée à l'aide d'un minibus. Cette action fait appel aux réseaux locaux existants dans les quartiers et les cités de Seine-Saint-Denis. L'auteur en décrit l'activité quotidienne et fait un certain nombre de constats sur l'information et la prévention de la toxicomanie et du SIDA, qui touchent peu les populations les plus défavorisées et les plus démunies.

HAMZA H. Existe-t-il une spécificité de la toxicomanie des "maghrébins" de la seconde génération ?
Thèse de Doctorat en Médecine, Fac. Méd., Univ. Reims, Reims, 1995, 330 p.

L'auteur tente de répondre à la question d'une éventuelle spécificité de la toxicomanie des "maghrébins de 2ème génération". Son travail est fondé sur l'étude de 33 cas de toxicomanes tunisiens (dont un tiers ayant commencé sa prise de toxiques en France) et celle du cas d'un toxicomane maghrébin de 2ème génération ; sur une revue de la littérature sur le sujet depuis 1984 ; et sur une description minutieuse de tout ce qui fait l'originalité de la culture maghrébine dans les pays du Maghreb et des particularités du phénomène de l'immigration des maghrébins en France et de ses conséquences traumatisantes. Tout au long du travail une attention particulière est donnée aux spécificités du développement psychique du "maghrébin" et notamment celles de "son" oedipe. Les bouleversements de la place de chacun des parents, provoqués par le phénomène migratoire et aggravés par le non-dit et le mythe du retour sont longuement décrites. L'intégration de la génération née en France est jalonnée de conflits et de doubles contraintes culturelles, religieuses, langagières. Pour ces jeunes, à la fois mal insérés dans la terre d'immigration et éjectés de la société de leurs parents, le refuge dans une pseudo-identité universelle qui est celle du toxicomane, permet d'exister dans le discours de ceux qui représentent le pays où il sont nés. Dans son analyse l'auteur indique quelques pistes pour le travail préventif auprès de cette population à risque. Dans le cadre de la prise en charge de la toxicomanie, elle souligne l'importance de la langue maternelle, "qui se révèle seule à pouvoir mobiliser les affects refoulés" et de réaliser que "la parole vienne s'inscrire en lieu et en place du passage à l'acte". Quant à la spécificité d'une "toxicomanie maghrébine", tout en reconnaissant son utilité côté intervention, l'auteur met en garde contre les dangers d'isolement et de marginalisation que comporte ce type de catégorisation.

BOYLAN M. « Acculturation et conduites addictives chez les jeunes d'origine maghrébine » in *Interventions*, 1995, (48), 17-19.

L'incidence importante de la toxicomanie parmi les jeunes d'origine maghrébine est due à la conjonction de multiples facteurs négatifs, socio-économiques, culturels et historiques. L'acculturation de la génération des parents hypothèque l'identification au père et l'allégeance culturelle, qu'elle soit à la France ou aux pays des ancêtres. Ce contexte critique explique la relégation des jeunes dans une catégorie floue, dont l'inadéquation désignation d'immigrés de la deuxième génération exprime bien la précarité. Pour certains, la recherche d'une identification est marquée du sceau de la psychopathologie, traduite entre autres par les conduites addictives. (Résumé de l'auteur).

HOIJMAN L. « Une première fois, et encore une autre... Une prise en charge spécifique pour des jeunes toxicomanes, migrants de seconde génération » in *Nouvelle Revue d'Ethnopsychiatrie*, 1994, (24), 159-176.

Des réflexions ethnopsychanalytiques portant sur le lien entre la toxicomanie des migrants de seconde génération, et les pertes multiples subies par les parents (de la famille, contenant culturel...) liées à la migration, (pertes plus ou moins élaborées...) ont amené à constituer un dispositif de recherche spécifique. Ce dispositif inclut un interprète qui transcrit systématiquement au toxicomane dans la langue d'origine, les questions du clinicien. L'axe de recherche consiste à demander au sujet de parler de la première prise de produit. Ce dispositif a plusieurs effets, notamment de restituer une chronologie, de réunir deux représentations culturelles non joignables auparavant, et tenter de rétablir une nouvelle appartenance.

CIMADE. Drogues migrations : mythes et réalités - Colloque du 9 février 1994. Paris, CIMADE, 1994, 37 p.

Le document présente l'ensemble des interventions qui ont été communiquées lors du colloque "Drogues et migrations" ont certains extraits de communications déjà publiés ailleurs. Il s'agit de celles de M. Ghysel, de S. Yakoub, de K. Abboub, de J.L. Bennahmias, et de I. Gibert. Les interventions de J. Castaneda, G. Dorronson, S. Palidda, B. Ravenel et M. Maman viennent en complément. Le 1er volet du colloque est consacré aux conséquences de la signature en 93 des trois plus grands traités d'intégration commerciale et d'échanges internationaux; il s'agit de l'union européenne, d'ALENA (Accord de Libre échange Nord-Américain) et du GATT. L'impact de ces accords s'avérant différent selon les endroits, il aboutira probablement à la création d'une super-frontière nord-sud et à la naissance d'un système de frontières à double perméabilité entre les pays industrialisés et le Tiers-Monde, ce dernier important des produits mais ne pouvant plus en exporter. Le 2ème volet étudie les législations. On assiste à un net durcissement des lois à l'égard des phénomènes de drogues et d'immigration. Le dernier volet est consacré au phénomène des banlieues mêlant problèmes de sécurité, de justice, d'urbanisme et de santé. La question de l'implication des populations immigrées dans les problèmes de trafic et de consommation de drogues est également évoquée.

Drogues et migrations : mythes et réalités. Colloque Interdépendances CIMADE, Paris, 9 Février 1994 : Actes. Paris, CIMADE, 1994, 108 p.

Les Actes de ce colloque abordent dans une première partie la question des frontières et notamment des grandes mutations des années 90. En effet l'année 93 a vu ratifier les trois plus grands traités d'intégration commerciale et d'échange international de tous les temps (Union européenne, ALENA - Accord de libre échange Nord américain et le GATT). Ainsi l'apparition de frontières à double perméabilité est à craindre, autorisant le passage des marchandises dans un sens et refusant celui de la main d'œuvre et des produits du Tiers-monde dans l'autre. L'une des conséquences prévisible de ce phénomène serait un bouleversement durable dans la consommation des drogues illicites, le trafic des armes, etc. Dans une deuxième partie consacrée à la drogue et à l'immigration, l'opportunité des lois, les risques de simplification et d'amalgames sont analysés. Une dernière partie traite des problèmes des banlieues et des quartiers défavorisés en essayant de réfléchir sur deux hypothèses : -celle du lien entre populations immigrées et phénomènes de trafic et de consommation de drogues; et celle d'une relation plausible entre arrivage massif de stupéfiants en Europe et accroissement de la population immigrée.

BERTHELIER R. « Y a-t-il une toxicomanie des Maghrébins ? » In Migrations santé, 1993, (74), 5-20.

Ce texte reprend l'argumentaire d'une intervention effectuée dans le cadre d'une formation en toxicomanie au Centre Pierre-Nicole à Paris sur le thème "identité culturelle et toxicomanie des banlieues". Il essaie de répondre aux questions suivantes: quelle est l'identité des adolescents migrants, existe-t-il une ethnie à risques? La conclusion apportée est qu'il n'y a pas de toxicomanie spécifique à une culture spécifique. Ce n'est pas parce que la "shooteuse" a remplacé la religion qu'il faut faire de jeunes toxicomanes maghrébins, les boucs-émissaires des défaillances de notre culture.

YAKOUB S. Réflexions à propos de toxicomanes maghrébins incarcérés: approches juridique, socio-ethnique, ethno-clinique in Migrations Santé, 1993, (74), 21-36.

Ce texte qui a déjà été repris ailleurs sous une autre forme propose une réflexion sur la sur représentation pénale des étrangers notamment maghrébins et la signification sociale et clinique de la toxicomanie d'une fraction de cette population. Michel Alexandre, inspecteur à la Brigade des Stupéfiants et co-scénariste du film "L 627" de Tavernier, avance la répartition suivante des dealers de rue: 50% d'Africains, 30% de Nord-Africains et 20% d'Européens. La sur représentation pénale étrangère provient d'une mise en détention d'inculpés étrangers plus fréquente en France que dans les autres pays européens pour "défaut de garanties de représentation". Concernant l'aspect toxicomaniaque de cette population, la polytoxicomanie prédomine avec un usage "sniffé" de l'héroïne en référence à leurs origines culturelles. 3 types de toxicomanies sont évoqués: une toxicomanie d'anomie, une toxicomanie d'acculturation et une toxicomanie de défense. Elles renvoient aux "particularismes de la dynamique affectivo-relationnelle familiale".

Cette sur représentation pénale a pour origine les dysfonctionnements des institutions françaises et les capacités de tolérance et d'intégration de la société française sont vivement sollicitées.

Rachid DAANOUWE. Approche psychodynamique de la toxicomanie chez les Maghrébins de la deuxième génération, mémoire de Psychologie, Amiens, 105 p., 1991

ABBOUB M.K. « Un sujet en souffrance (sous France) des mères toxicomanes/sida" In *Transitions 31, Enfants, Parents, Lieux*, p.176-185, Paris, ASEPSI, 1991.

La prévention de la toxicomanie consiste à créer des lieux et des liens de socialité dans la cité, des lieux de parole et de médiation entre les parents et leurs enfants. Par ailleurs, la toxicomanie s'inscrit sur une histoire et une structure de personnalité singulières, et demande d'être à l'écoute d'une souffrance particulière.

ABBOUB M. K. « Toxicomanie – Sida : les réseaux locaux » in *Interventions*, 1989, (19), 23-25.

ABBOUB M. K. Le réseau de socialité comme instrument d'une prévention des toxicomanes. *Interventions*, 1988, (15-16), 48-56.

Un aspect de la prévention est celui qui consiste à susciter un réseau de socialité, la socialité étant définie comme la mise en commun des relations qui s'opèrent au sein d'une société. L'intervention des spécialistes est ponctuelle avant que la population ne se prenne en charge elle-même. L'objectif est de dynamiser des actions collectives et conviviales (d'animation, etc.), de créer un système d'entraide à l'intérieur de la cité.

KHALDI K. *Approche sociologique et psychologique de la toxicomanie des jeunes issus de l'immigration maghrébine. Rapport de recherche, Paris, Association Charonne, 1988, 89 p., tabl.*

"Émigrer" vient du latin "emigro" qui signifie "sortir de", changer d'habitudes. Ce concept "sortir de" met en évidence les processus de séparation, d'abandon, de déchirement indissolublement liés à l'émigration. La majorité des toxicomanes interrogés sont nés en France mais sont issus d'une famille qui a vécu l'émigration. Comme on a pu le montrer à travers le questionnaire, les parents ont généralement une forte identité culturelle liée à leur pays d'origine (religion, culture, mode de vie etc.). Par contre, les enfants sont l'objet d'une double aliénation à la fois delà culture traditionnelle (celle de la famille) et de la culture contemporaine (celle de la société française). Cette "position" les rend particulièrement sensibles aux pressions économiques et sociales, facteur déterminant de la toxicomanie dans les groupes minoritaires. La société française, de par son mode de fonctionnement désigne le champ de la toxicomanie comme lieu d'expression des personnes déviantes. Et c'est à partir de cette sorte de code social que l'on peut appréhender et comprendre l'histoire personnelle de chaque toxicomane. Les toxicomanes maghrébins par leur conduite toxicomaniaque marquent leur refus de la place que leur a réservé la société et "fuient" un avenir qui laisse peu de place au bien-être. Mais l'usage de drogue, même s'il concerne les individus joue néanmoins le rôle de révélateur social. Il traduit la crise d'identité de la société qui s'exprime par un glissement des normes et valeurs sociales. Dans la prise en charge des toxicomanes maghrébins une meilleure compréhension de leur personnalité ne doit s'envisager qu'à l'intérieur du phénomène social "drogue" pris dans sa totalité. (Extrait du document.)

La construction de la personnalité d'un individu suppose toujours la médiation culturelle d'une société avec une interaction très forte entre culture et personnalité. La toxicomanie apparaît comme la rencontre d'un individu, d'un produit et d'un moment de la société. Le toxicomane lui à ce moment précis de la rencontre apparaît comme une "histoire". Chez les toxicomanes maghrébins, il existe un point commun dans leur "histoire" : l'émigration ou l'origine étrangère difficile à vivre avec d'une part l'affrontement des deux cultures en présence et d'autre part le rejet historique par la société française de ce qui est maghrébin.

ABBOUB M. K. « Le réseau de socialité comme instrument... Prévention globale toxicomanie et politiques locales » in *La drogue mais avant ? La prévention primaire des toxicomanies, Journées internationales méditerranéennes, Nice, 12-14 mai 1988, p. 255-257, Nice, CREDIT, 1988.*

Le réseau mis en place par AZIZA met la collectivité en mesure de saisir le sens du symptôme toxicomaniaque. Il n'est pas un réseau sanitaire mais social.

ABBOUB K. « Vous avez dit toxicomane maghrébin ? sujet ou objet ? symptôme ou... » in : *Pour une clinique du toxicomane, actes des 4^e journées de Reims, Reims, IRS-CAST, 6-8 dec. 1985, p. 42-53, IRS-CAST, Reims, 1986.*

Dans leur quête d'identité, les jeunes issus de l'immigration maghrébine butent sur nombre de difficultés : racisme, compris comme "haine de la jouissance de l'autre", écartèlement entre un héritage familial où la déchéance des signifiants primordiaux des parents, la disqualification de la langue maternelle, agissent comme autant d'obstacles à l'identification, et une société d'accueil toujours prête au rejet et à l'oubli politique du passé. Dans ce contexte, prise de toxiques et conduites à risque sont des passages à l'acte à comprendre comme des tentatives d'échapper à ces impasses, de ne pas jouer le jeu, et il importe pour les institutions placées sur le parcours de ces jeunes, de tenter de ne pas participer à la répression de cette parole, de ne pas contribuer à enfouir le symptôme de la société auquel répondent ces pratiques. Le projet de l'équipe AZIZA dépendant du service de la DDASS de la Seine Saint-Denis, auquel collabore l'auteur de cet article, s'inscrit dans cette optique, se voulant un lieu de synergie, interpellant l'ensemble du tissu social sur le sens global du symptôme "drogue", permettant que s'entende la parole du sujet qui souffre, de celui qui "fait la drogue", même si cette pratique soulève de nombreuses questions dont la moindre n'est pas : comment construire une clinique du sujet qui "fait la drogue" à partir d'une institution spécialisée pour "toxicomanes".

Répertoire numérique détaillé du CCFEL

Sommaire

REPertoire NUMERIQUE DETAILLE DU CCFEL	15
SOMMAIRE	17
TABLE DES SIGLES & ABREVIATIONS	18
408J 1-6 VIE INTERNE, 1992-1999.....	19
408J 7-93 ACTIVITES, 1988-2003	19
408J 7-12 Actions de terrain 1995-2000	19
408J 13-38 Rapports d'activités 1988-2003.....	20
408J 39-50 Formation 1988-2003.....	22
408J 51-54 Jeunes 1990-1998	23
408J 55-61 Santé et prévention 1980-2000	24
408J 62-76 Sida 1990-2003.....	25
408J 77-93 Toxicomanie 1986-2000	26
408J 94-118 RELATIONS AVEC DES ORGANISMES INSTITUTIONNELS, 1990-2000.....	28
408J 94-109 Rapports, documentation, comptes-rendus de réunions 1990-2005	28
408J110-118 Correspondance 1995-2002	29
INDEX GENERAL.....	31

Table des sigles & abréviations

ADEL : Agence de Développement économique du Loiret.
AFLS : Agence française de lutte contre le sida.
AFP : Agence française de presse (?).
ANIT : Association nationale des intervenants en toxicomanie.
ASH : Actualités sociales hebdomadaires.
ASUD : Auto-support des usagers de drogue.
CCFEL : Centre pour la communication et la formation dans l'espace local.
CFES : Comité français d'éducation pour la santé.
CHI : Centre hospitalier intercommunal.
CIDAG : Centre d'information et de dépistage anonyme et gratuit du sida (aujourd'hui CIDDIST).
CIDDIST : Centre d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles.
CRIPS : Centres régionaux d'information et de prévention du sida.
CSST : Centre spécialisé de soins aux toxicomanes.
DAS : Direction d'action sociale.
DDASS : Direction départementale des affaires sanitaires et sociales.
DDJS : Direction départementale de la jeunesse et des sports.
DDPJJ : Direction départementale de la protection judiciaire de la jeunesse.
DGS : Direction générale de la santé.
DRASSIF : Direction régionale des affaires sanitaires et sociales d'Île-de-France.
ECIMUD : Équipe de coordination et d'intervention auprès des malades usagers de drogues.
FAS : Fonds d'action sociale.
FNARS : Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale.
GT 93 : Généralistes et toxicomanie 93.
HLM : habitation à loyer modéré.
INSERM : Institut national de la santé et de la recherche médicale.
MIB : Mouvement de l'immigration et des banlieues.
OFDT : Observatoire français des drogues et des toxicomanies.
TSA Hebdo : Travail social actualités.

408J 1-6 Vie interne, 1992-1999

- 408J 1 - Correspondance avec d'autres organismes, comptes rendus d'interventions et de réunions, documentation sur l'alcool, notes manuscrites, conventions, 1992-1999.
- 408J 2 - Agenda, répertoires, cahier de notes, 1995-1998.
- 408J 3 - Agendas, répertoires, cahiers de notes, 1995-1998.
- 408J 4 - Bilans financiers,
. 1992-1993.
. Bilans financiers et projets d'action de prévention, 1994-1998.
- 408J 5 - Conventions, plaquettes de présentation, correspondance, documentation, 1996.
- Dessins de Serdu, originaux, 1996.
- Vœux 1999.
- 408J 6 - Plannings, comptes rendus d'intervention, 1996-1997.

408J 7-93 Activités, 1988-2003

- 408J 7-12 **Actions de terrain** **1995-2000**
- 408J 7 - Comptes rendus d'entretien avec des animateurs sociaux et comptes rendus d'intervention, fiches de suivi individuel, 1998.
- 408J 8 - fiches d'intervention à Bondy, 1995.
- 408J 9 - Bilans d'activité (1995), fiches hebdomadaires du Préserv'bus (en 2000, à Clichy-sous-Bois, Bondy, Montfermeil, Pantin), 1995, 2000.
- 408J 10 - Fiches de synthèse des interventions sur le terrain et comptes rendus des réunions d'équipes Préverv'bus, 1996-1997.
- 408J 11 - Photos : Préserv'bus, fêtes, portes-ouvertes, rencontres, intervention, 1990-1998.
- 408J 12 - Photos : Préserv'bus, fêtes, portes-ouvertes, rencontres, interventions, 1990-1998.

- | | | |
|-------------------|--|------------------|
| 408J 13-38 | Rapports d'activités | 1988-2003 |
| 408J 13 | - Toxicomanies et Sida : "Un sujet en souffrance (sous-France), toxicomanie, Sida et périphérie" (1995), dossier de presse (1988-1995), documentation et notes (1993-1995), 1988-1995. | |
| 408J 14 | - Statuts et présentations des actions de l'association. Rapports d'activité, notes manuscrites, documentation sur les toxicomanies, le Sida, les soins palliatifs. Fiches du Fond d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles, 1990-1994. | |
| 408J 15 | <ul style="list-style-type: none"> - "Projet espace, bus itinérant, soins toxicomanes, Sida et prévention dans les quartiers de Seine-Saint-Denis" [1990-1995]. - "Lieu de contacts et d'accompagnement des toxicomanes marginalisés", 1993. - Projet de formation Sida pour les aides ménagères. - Boutique prévention-santé à Clichy-sous-Bois et Montfermeil, 1993. - Session de formation, information, prévention petite enfance. - Formation : "L'insertion : cheminement des femmes et des jeunes dans la cité". - "Itinéraires de femmes dans la ville, la prévention au quotidien dans les cheminements des femmes" s.d. - "Projet de prévention Préserv'bus dans les quartiers défavorisés, 1993. - "La prise en charge des toxicomanes entre la ville et l'hôpital", 1995. - Projet de soirée de sensibilisation et d'information sur le Sida à Pantin, aux Courtilières, 1995. - "Vers un meilleur accès aux soins pour les personnes en difficulté", projet de film vidéo, 1996. - Notes diverses. 1990-1996. | |
| 408J 16 | <ul style="list-style-type: none"> - "Formation, prévention et communication", s.d. - "Actes du séminaire de formation : les usagers de drogues et les traitements de substitution", 1995. - Questionnaire : évaluation de l'impact de la formation. années 1990 | |
| 408J 17 | - Prévention destinée à un public de jeunes : documentation, notes, courrier, rapports, 1991-2003. | |
| 408J 18 | <ul style="list-style-type: none"> - Prévention du Sida et des toxicomanies : . Activités (rapports ?), 1992-1996. . Documentation, 1993-1996 | |
| 408J 19 | <ul style="list-style-type: none"> - Rapports d'activité, 1993, 1994, 1999. - Présentation du Préserv'bus , 1990. - Bilan du Préserv'bus et présentation du CCFEL, 1992. - Bilan de formation dans le Val d'Oise, 1992. - "Evaluation de l'expérience préserv'kiosque", 1996. - Projet de film vidéo : la notion de relais-réseaux, "vers un meilleur accès aux soins pour les personnes en difficulté", 1996. - Bilan synthétique, 1997. | |

- Dossier d'adhésion à la Fédération nationale des associations d'accueil et de réadaptation sociale, FNARS, 1999.
- Dossier de présentation, 1992-2000.

- 408J 20** - Bilans d'activité, 1992.

- 408J 21** - "Boutique santé" à Villemomble (1993), projets d'action de prévention Sida (1994), formation "La prise en charge des toxicomanes à l'hôpital de Montfermeil" (1996), bilan (1999), rapport (2002), plaquettes de présentation, correspondance, carnets de chèque, 1993-2002.

- 408J 22** - Recherche action "préverv'bus, toxicomanie et Sida en Seine-saint-Denis, (1988-1996)", documentation, bilans du CCFEL, 1994-1995.

- 408J 23** - Bilan des activités menées à Villemomble : création d'une boutique santé et d'une boutique femmes relais dans la cité des Marnaudes, 1994-1997.

- 408J 24** - Bilan d'activité de la boutique "Information passerelle, prévention santé", 1994.

- 408J 25** - Prévention :
 - . Bilan de la formation prévention sociale collective sur le site des Courtilières à Pantin
 - . Rapport de mission d'expertise destinée à la mise en place d'un dispositif mobile de prévention en santé publique ;
 - . Présentation des méthodes et des actions de l'association CCFEL en matière de prévention du risque VIH, 1994.

- 408J 26** - Jeunes : projet d'espace prévention santé (1995), "Les jeunes entre parole et violence" (1997), documentation, 1995-1997.

- 408J 27** - Établissements scolaires : courrier, conventions, textes du CCFEL, comptes rendus, fiches réunions partenaires-institutions, formation, 1996-1998.

- 408J 28** - Bilan de la formation prévention sociale collective sur la cité du Londeau à Noisy-le-Sec, répertoires téléphoniques, 1995.

- 408J 29** - Courrier, présentation de projet aux Courtilières, à Pantin :
 - . Eude avec dépouillement de questionnaire,
 - . Boutique santé femme relais des Marnaudes à Villemomble,
 - . Bilan évaluation de la Journée mondiale de lutte contre le Sida, 1996-1997.

- 408J 30** - Prévention des toxicomanies et du Sida : rapports, projets et bilans du CCFEL, 1996-1997.

- 408J 31** Plan d'action (1998), comptes rendus d'intervention et de réunion du CCFEL, fiches de mise en relations, formation action sociale des Courtilières (1995), notes sur

montages d'exposition, notes diverses sur Noisy-le-Grand et Villepinte, correspondance, 1995-1998.

- 408J 32** Jeunes : questionnaires pour les collégiens de Gagny, documentation diverse, 1996.
- 408J 33** - Intervention à maison d'arrêt de Villepinte :
. Correspondance, projet, autorisations compte rendu d'intervention, 1996-1998.
. Journée mondiale contre le Sida, 1996-1999
. Courrier et documentation, 1998.
- 408J 34** - Documentation et correspondance, rapport "Actions et projets du CCFEL, prévention santé, réduction des risques, renforcement du lien social", 2000.
- Revue de presse de la mission de prévention des toxicomanies du conseil général de Seine-Saint-Denis, 1999-2000.
- 408J 35** - Rapport sur le Préserv'bus, rapport sur les programmes d'action et les projets du CCFEL, 1999
- 408J 36** - Documentation sur le quartier des Courtilières, à Pantin :
. Coupures de presse, études,
. Questionnaire du CCFEL "Que représente le Sida pour moi ?",
. Travaux d'enfants, s.d.
- 408J 37** - Photos d'exposition sur le Sida et les soins aux enfants et dessins des enfants, s.d.
- 408J 38** - Plaquette de présentation d'un jeu "autour de la prévention santé, toxicomanies et Sida", s.d.
- 408J 39-50** **Formation** **1988-2003**
- 408J 39** - Brochures : "Documentation en référence aux thèmes abordés durant la formation, venant en complément du bilan", s.d.
- 408J 40** - "La place du volontaire, de l'accueillant dans une stratégie de partenariat local" : bilans et documentation, 1994.
- Revue de presse sur le CCFEL et textes de Karim Abboub, 1988-1997.
- 408J 41** - Comptes rendus des formations d'action sociale collective, planning des formations, 1994-1995.
- Création et conduite d'un projet d'action sociale collective, projet, textes, 1998.
- 408J 42** - Questionnaire sur le Sida ("connaître son corps"), quelques documents sur le logement des jeunes, notes (deuil, toxicomanie, ...), bilan de formation à l'association Ebullition de l'Île-Saint-Denis, 1994-1996

- 408J 43** - Formation des emplois jeunes de Villepinte (1998), stages de formation sur la toxicomanie et le Sida (1995), 1995-1998.
- 408J 44** - Formation des emplois jeunes de Villepinte : correspondance, convention, projet, dispositif et bilan personnel et professionnel, 1998.
- Convention avec le Centre social animation Ronde-couture, Charleville –Mézières, 1998.
- 408J 45** - Séminaire de formation sur les toxicomanies en partenariat avec le réseau Vigie 1992-1996 :
. Texte du CCFEL, présentation, évaluation,
. Lettre de soutien aux projets du CCFEL,
. Notification, demande et refus de subventions,
. Conventions, conventions de stage,
. Bilan financiers, budgets prévisionnels, factures de prestations du CCFEL, devis de formation.
- 408J 46** - "Formation d'adultes relais dans un objectif de prévention et de promotion de la santé", 1997.
- Séminaire départemental de formation du réseau Vigie, « La prise en charge des séropositifs entre la ville et l'hôpital Jean Verdier », 1995.
- Séminaire de formation, « la prise en charge des toxicomanes » à l'hôpital de Montfermeil, 1996.
- 408J 47** - Séminaire de formation pour les médecins et pharmaciens de Seine-saint- Denis en partenariat avec le réseau Aulnay-93 (1998), courrier (1997-1999), 1997-1999.
- 408J 48** - Formation sur le cannabis :
. Projet et bilan de formation à Bondy, 1997-2003
. Formation sensibilisation à la prévention de l'usage du cannabis à Auto-école de Saint-Denis, février-mars 1999.
- 408J 49** - Publications, brochures et coupures de presse sur des sujets divers, (immigration, thérapies familiales, etc.), 1991-1998.
- 408J 50** - Catalogues de formation, 1993-2000.
- 408J 51-54** **Jeunes** **1990-1998**
- 408J 51** - Jeunesse et stratégies de prévention de la santé : documentation et coupures de presse.
- 408J 52** - Publications sur la jeunesse, 1994-1995.
- 408J 53** - Publications des partenaires institutionnels et locaux (Fondation de France, Centre d'animation et des loisirs d'Orléans, Conseil général de Seine-Saint-Denis, Mairie de

Villemomble, UNICEF, Objectif Jeunes 93, Ligue des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge, IFOP), 1990-1994.

408J 54 - Partenaires jeunes : correspondance, comptes rendus des réunions avec la Ville de Montfermeil, le Service municipal de la jeunesse de Pantin (2002), la mission locale de la Lyr (2002-2003), projet de rallye des droits et des devoirs des enfants (2002), 2002-2003.

408J 55-61 Santé et prévention 1980-2000

408J 55 - Documentation, 1980-1990

408J 56 - Santé publique : Atelier santé, ville de Clichy-sous-bois (2002), réflexion sur la santé mentale des enfants et des jeunes, 2002.

408J 57 - Ville, intégration sociale et santé publique, 1990-1998 :
. Présentation détaillé et dossier de presse du Pacte de relance pour la Ville, 1996,
. Monographies sur les programmes de promotion de la santé à Besançon, 1990,
. Cahier de recherches de la Mire, n°4, 1998.

408J 58 - Jeunes : brochures, coupures de presse, plaquette de présentation, 1997-1999.

408J 59 - Documentation sur la santé publique et l'insertion sociale : brochures, lettre d'information, revues, journaux, publications, plaquettes de présentation.

408J 60 - Documentation sur la santé publique et les moyens de prévention : brochures, lettre d'information, publication, 1990-1999.
- Centre de recherche sur les enjeux contemporains en santé publique : enquête sur l'impact des politiques publiques sur le mode de vie des consommateurs de drogue, [1990—1999]

408J 61 - Séminaires :
. Séminaire international à La Réunion, Les Îles de l'exclusion, « Psychanalyse, société, toxicomanie, et exclusions », 1995,
. Séminaire international, Exclusion-Intégration Sud/Nord, quelles alternatives ?, organisé par l'Association pour les rencontres et la recherche en psychanalyse psychothérapie et psychiatrie sociale dans l'océan indien, 1995.
Séminaire « Ville, violences et santé mentale », (Rescom), avril 2001
- Rapport du groupe de travail : « Ville, santé mentale, précarité et exclusion sociale » au sein de la Délégation interministérielle à la Ville et au développement social urbain et la Délégation interministérielle au revenu minimum d'insertion, « Une souffrance qu'on ne peut plus cacher ».
- Bilan des consultations santé/précarité à la boutique solidarité « La maison dans la rue », 1995.
- Appel pour des Assises urbaines lancé par Audace 93, « Des associations contre les exclusions », 1993 :

- . Avant-projet, appel, comité de préparation,
- . Contribution, comptes rendus des réunions,
- . Communiqué de presse, plaquette de présentation.
- Articles de presse, revues, brochures sur la toxicomanie. 1993-1996.

408J 62-76 Sida 1990-2003

- 408J 62** - "*Le journal du Sida*", mensuel, 1990-1993.
- 408J 63** - Sida : documentation et suivi social des personnes atteintes par le VIH, 1990-1998.
- 408J 64** - Rapports entre le patient et le médecin : publications, années 1990.
- 408J 65** - Prévention du Sida : revues, brochures, circulaire DGS, revues de presse, coupures de presse, 1995-2003.
- 408J 66** - Journée mondiale contre le Sida : plaquettes, documentation, rapport, 1991-1998.
- 408J 67** - "Action", lettre bimensuelle d'Act-Up. Compte rendu de comité de coordination, 1991-1999.
- 408J 68** - Relations avec les centres de soins aux toxicomanes (La Mosaïque, Réseau Valjean, Réseau Aulnay et les équipes de coordination et d'intervention auprès des malades usagers de drogues Jean Verdier et, Centre d'information et de dépistage anonyme et gratuit du Sida Avicenne), s.d.
- 408J 69** - Publications d'associations, 1991-1997 :
 - . "Préserv'actif", journal gratuit de la prévention Sida, n°2-4, 1994-1995,
 - . "Association Didier Seux, santé mentale et Sida", n°14-16, 18, numéro spécial de janvier 1992, n°34, 1991-1997,
 - . "Remaides", lettre d'information médicale de l'association Aides Paris et Île-de-France, 1991-1994.
- 408J 70** - Documentation sur la lutte contre le Sida, 1992-1997.
- 408J 71** - Documentation sur les traitements thérapeutiques, 1993-1999.
- 408J 72** - Publications sur le Sida (Images Sida, Aides, Remaides etc.), 1993-1999.
- 408J 73** - Prévention du Sida, 1988-2000 :
 - . Synthèse des réunions de coordination organisées par la cellule Sida-toxicomanie-hépatite C de la DDASS de Seine-Saint-Denis, 1998-1999,
 - . Coupures de presse sur l'hépatite C, dossier de presse 1988-1995 sur le Sida, 1988-2000.

- 408J 74** - Projets, 1994-1999 :
. « Action santé publique Sida sur les sites du sud du département 93 avec le Préserv'bus », 1994,
. « Projet d'actions de prévention de la toxicomanie et du sida pour l'année 1997 de l'association CCFEL »,
. « Projet d'action cyberbus prévention santé », 1999.
- Publication du CCFEL : « Cahier du CCFEL, revue trimestrielle scientifique des réseaux du CCFEL » (n°1).
- Questionnaires, fiches d'intervention, fiche de suivi individuel, planning, planning de formation, documents de travail. Rapports d'activité sur le Préserv'bus, 1994-1999.
- 408J 75** - "Combat face au Sida", mensuel, 1998-2000.
- 408J 76** - Rapport d'activité 2001 de l'Association Aides Île-de-France.
- Lettre d'information du centre régional d'information et de prévention du Sida, n°58-59, n°61, 2001.
- Le Sida en Afrique : coupures de presse, statistiques, textes d'élèves, 2001.
- 408J 77-93** **Toxicomanie** **1986-2000**
- 408J 77** - Documentation et photos de M. Chassat. s.d.
- 408J 78** - Traitement substitutif (héroïne, méthadone, buprémorphine) : coupure de presse, circulaire DGS, conférence, documentation.
- Réflexion sur les « Grands frères », rapport de la Fondation Abbé Pierre pour le logement des défavorisés sur les boutiques solidarités », projet de dispositif mobile de médiation (1999), 1993-1999.
- 408J 79** - Prévention des toxicomanies : publications du conseil général de Seine-saint-Denis et du ministère de l'emploi et de la solidarité, s.d.
- 408J 80** - Toxicomanie, santé et sport :
. Documentation et publications, Faculté de médecine de Rennes,
. Documentation sur la création d'entreprise, Pressbook et plaquette de présentation de l'ADEL 1986-1999, (Agence de Développement économique du Loiret), 1986-1999.
- 408J 81** - Documentation sur divers thèmes : toxicomanies, santé publique, éducation, insertion sociale, 1991-1996.
- 408J 82** - Documentation sur les toxicomanies, la drogue, le Sida et la jeunesse, 1991-1996.
- 408J 83** - Prévention des toxicomanies : publications de la DDASS et du conseil général de Seine-saint-Denis, 1991-1998.
- Observatoire français des drogues et des toxicomanies, programmes d'études, appel à projets, 1997.

- 408J 84** - Revues, 1992-1999 :
 . "Swaps" (santé, réduction des risques et usages de drogues, 1997-1999,
 . "Transcriptase", revue critique de l'actualité scientifique internationale sur le Sida, 1992-1994.
- 408J 85** - Prévention des toxicomanies, 1999-2002 :
 . Compte rendu du groupe de travail interprofessionnel Carrefour-Prévention, 1999-2002,
 . Compte rendu des réunions organisées par le collectif 93, 2002,
 . Rapport sur les points accueil jeunes Carrefour/Prévention, 2002.
- 408J 86** - Prévention des toxicomanies, 2000-2004 :
 . Comptes rendus de réunions, études,
 . Correspondance avec le Conseil général de Seine-Saint-Denis, la Mairie de Paris, l'Association internationale des intervenants en toxicomanie, la Ville de Pantin, la DDASS, la Direction départementale de la jeunesse et des sports et l'Assurance maladie.
- 408J 87** - Publications de l'ASUD (auto-support et prévention du VIH parmi les usagers de drogues), 1993-1998.
- 408J 88** - Publications :
 . Association française pour la réduction des risques liés à l'usage des drogues (AFR),
 . Association nationale des intervenants en toxicomanie, ANIT, publication et correspondance, 1993-1998,
 . Association "Espoir goutte d'or" "Alter ego", n°6-8, 1993-1998.
- 408J 89** - Revue de presse de la mission de prévention des toxicomanies du Conseil général de Seine-Saint-Denis. 1997-1998.
- 408J 90** - Documentation sur la toxicomanie, 1998.
- 408J 91** - "THS, la revue des addictions" (n°2 et 3), "Le courrier des addictions" (n°4), 1999.
- 408J 92** - Hépatites, 1994-1999 :
 . Réunion du comité de pilotage sur l'action de prévention recherche hépatites, projet, enquêtes, documents de travail, publications, brochures, coupures de presse. 1998-1999
 . Enquête 1999, texte et notes de réflexion.
 . Programme de fonction sur la santé. Toxicomanies : bilan du kiosque d'information toxicomanie de la gare de Melun (1989), «psychanalyse, toxicomanie et démocratie» (1994), texte du CCFEL, «De l'utilisation par les toxicomanes d'un dispositif médico-social », 1996.
 . Bibliographie et coupures de presse sur les drogues et les toxicomanies. 1989-1999.

- 408J 93 - Alcoolisme : convention avec la Délégation régionale de prévention de l'Île de France portant sur la mise en place de journées de sensibilisation, 1998.

408J 94-118 Relations avec des organismes institutionnels, 1990-2000

408J 94-109 Rapports, documentation, comptes-rendus de réunions 1990-2005

- 408J 94 - Brochures d'organismes de prévention basés en Seine-saint-Denis, 1990-1999.
- 408J 95 - Documentation sur les partenaires institutionnels et locaux, 1991-1998 :
. CHI, DDASS, Fondation nationale de recherche médicale, DDJS, Rectorat de Paris, Hôpital Jean Verdier, Fondation de France.
- 408J 96 - Rapports d'activités d'associations travaillant sur la toxicomanie, dont certaines sont basées en Seine-Saint-Denis :3R93, Le 94 refuge, Effervescence, Proses, 1993-2002.
- 408J 97 - Centre hospitalier intercommunal de Montfermeil (CHI) : projets, rapports, comptes rendus de réunion, 1996-1998.
- 408J 98 - Organismes de formation, 1993-1997 :
. Correspondance et brochures.
. Bulletins de paie de l'année 1993.
- 408J 99 - Centre hospitalier intercommunal de Montfermeil (CHI), 1997-1998 :
. Correspondance,
. Comptes rendus de réunions (assemblées générales et conseil d'administration),
. Documentation.
- 408J 100 - Publications de partenaires locaux, 2001-2005 :
. Rapports d'activités de Sidaction (2003), Proses (2002) et du Réseau Artemis, (2004),
. Publication du CRIPS « Catalogue du réseau spécifique aux substances psycho-actives licites et illicites en Île-de-France » (2001), revue ASH (2005).
. Fiches mensuelles par ville, fiches individuelles hebdomadaires, correspondance (2002).
- 408J 101 - Publications des partenaires institutionnels et locaux, 1991-1998:
. Fondation de France, Croix verte et ruban rouge, Groupe d'intervention théâtrale et cinématographique) : publications, lettre d'information.
. Correspondance sur la prévention de la toxicomanie avec la DDASS et la DRASSIF (1995).

- 408J 102** - Relations avec les mairies : correspondance, projet et comptes rendus sur la vie des quartiers, la politique de la Ville et la santé à Bondy, Montfermeil, Clichy-sous-Bois et Pantin, 2001-2003.
- 408J 103** - Demandes de subvention : Bondy, Montfermeil, Pantin, 2002.
 - Promoteurs : dossier et guide de promoteurs, 2002-2003.
 - Contrat de ville de Pantin, 2003.
 - Projet de permanence d'information sur les addictions, 2002-2003.
- 408J 104** - Ville de Pantin : publications, correspondance et convention entre la ville et le CCFEL, comptes rendus d'intervention et de réunion du CCFEL à Pantin, 1998-2000.
- 408J 105** - Ville de Pantin, 1995-1996 :
 . Comptes rendus d'intervention et de réunion du CCFEL à Pantin (1996),
 . Formation action sociale collective sur les problèmes de santé publique (1995),
 - Plaquettes Préserv'bus de Bondy, Pantin, Clichy-sous-bois, Montfermeil, Chelles, documentation, 1995-1996.
- 408J 106** - Ville de Chelles (77) : publications, comptes rendus d'intervention et de réunion du CCFEL à Chelles, 1999-2000.
- 408J 107** - Ville de Bondy : publications, correspondance et convention entre la ville et le CCFEL, comptes rendus d'intervention et de réunion du CCFEL à Bondy, 1999-2000.
- 408J 108** - Villes de Clichy / Montfermeil : publications, correspondance et convention entre la ville et le CCFEL, comptes rendus d'intervention et de réunion du CCFEL à Clichy, 1999-2000.
- 408J 109** - « Canal », magazine de la ville de Pantin, 2000.
- 408J 110-118 Correspondance 1995-2002**
- 408J 110** - Relations avec les partenaires institutionnels et locaux, 1996-1997 :
 . Projet de plaquette d'information, plaquette d'information,
 . Questionnaire concernant les actions et les projets d'actions de prévention et le journal de l'Association des locataires du Londeau,
 . Correspondance et projet boutique passerelle prévention santé aux Marnaudes à Villemomble de l'Espace multi associatif des Marnaudes de Villemomble,
 . Correspondance avec la société d'HLM « La Sablière »
 . Généralistes et toxicomanies- GT 93.

- 408J 111** - Correspondance : Salons, séminaires, colloques. Formation stage. Publicité : ouvrages, rubans, commerciale. Immigration. Courrier, 1995.
- 408J 112** - Correspondance : formations, stages, conférences, colloques, questionnaires, opérations bancaires, revue de presse sur le CCFEL, sensibilisation, tables rondes, discussions, enquêtes, questionnaires, débats, réunions de travail etc., 1997-1998.
- 408J 113** - Correspondance, 1997-1998 :
 . Caisse d'Assurance maladie, FNARS, DRASSIF, INSERM, DDASS,
 . Lieu accueil jeunes mairie du Pré-Saint-Gervais,
 . Hôpitaux Danielle Casanova, Avicenne, Montfermeil, Jean Verdier,
 . Réseau ville hôpital 77,
- 408J 114** - Correspondance avec les partenaires institutionnels et locaux, 1997-1998 :
 . Préfecture de Seine-Saint-Denis,
 . Mairies de Bondy, Chelles, Clichy, Pantin, Pré-Saint-Gervais, Villepinte,
- 408J 115** - Correspondance, 1997-1998 :
 . INSERM, OFDT,
 . Association Didier Seux,
 . CPAM de Bobigny, Conseil général de Seine-Saint- Denis, DDASS, DDJS,
 . Éducation nationale.
- 408J 116** - Correspondance, 1997 :
 . Réseau Valjean,
 . Médecins du monde, CASEPSI, Auror, FNARS, IREMA,
 . Association réduction des risques, ITACA, 3TE toxicomanies Europe échanges études.
- 408J 117** - Correspondance avec les partenaires du collectif réduction des risques 93 : Proses, FIRST, AIDES 93, Effervescence, 2001-2002.
- 408J 118** - Correspondance, 1997
 . Etablissements scolaires, FAS, Fondation de France, hôpitaux.

Index général

ABBE Pierre : 78.
ABBOUB Karim : 40.
Alcool : 1 ; 93.
Aulnay-sous-Bois : 47 ; 68.
Bondy : 8 ; 9 ; 48 ; 102 ; 103 ; 105 ; 107 ; 114.
Cannabis : 48.
Charleville – Mézières : 44.
CHASSAT Michell : 77.
Clichy-sous-Bois : 9 ; 15 ; 56 ; 102 ; 105 ; 108 ; 114.
Drogue : 16 ; 60 ; 68 ; 82-84 ; 87 ; 88 ; 92.
Établissement scolaires : 22 ; 118.
Femmes : 15 ; 23 ; 29.
Formation : 15 ; 16 ; 19 ; 21 ; 24 ; 25 ; 27 ; 28 ; 31 ; 39-50 ; 59 ; 60 ; 74 ; 98 ; 105 ; 111, 112.
Gagny : 32
Hépatite : 73 ; 92.
Hôpitaux : 15 ; 21 ; 46 ; 95 ; 113 ; 118.
Insertion : 15 ; 59 ; 61 ; 81.
Jeunes : 15 ; 17 ; 26 ; 32 ; 42 ; 43 ; 44 ; 51-54 ; 56 ; 58 ; 82 ; 85 ; 86 ; 113.
Montfermeil : 9 ; 15 ; 21 ; 46 ; 54 ; 97 ; 99 ; 102 ; 103 ; 105 ; 108 ; 113.
Noisy-le-Sec : 28 ; 31.
Orléans : 54.
Pantin : 9 ; 15 ; 25 ; 29 ; 36 ; 54 ; 86 ; 102 ; 103 ; 104 ; 105 ; 109 ; 114.
Pré-Saint-Gervais : 113 ; 114.
Préserv'bus : 9 ; 11 ; 12 ; 15 ; 19 ; 35 ; 74 ; 105.
Prévention : 4 ; 15-18 ; 21 ; 24 –26 ; 28 ; 30 ; 34 ; 38 ; 46 ; 48 ; 51 ; 61 ; 65 ; 69 ; 73-76 ; 79 ; 83 ; 85-87 ; 89 ; 92-94 ; 101 ; 110.
Prison : 33.
Rennes : 80.
Réseaux : 19 ; 45 ; 46 ; 47 ; 68 ; 74 ; 100 ; 113 ; 116.
Santé mentale : 61 ; 69.
Santé : 15 ; 21 ; 23-26 ; 29 ; 34 ; 38 ; 46 ; 51 ; 55-61 ; 69 ; 74 ; 80 ; 81 ; 84 ; 92 ; 102 ; 105 ; 110.
Seine-Saint-Denis : 15 ; 22 ; 34 ; 47 ; 53 ; 73 ; 79 ; 83 ; 86 ; 89 ; 94 ; 96 ; 114 ; 115.
SEUX Didier : 69 ; 115.
Sida : 13-15 ; 18 ; 21 ; 22 ; 29 ; 30 ; 33 ; 36-38 ; 42 ; 43 ; 62-76 ; 82 ; 84 ; 100.
Sport : 80.
Subventions : 45 ; 103
Toxicomanie : 13-15 ; 18 ; 21 ; 22 ; 30 ; 34 ; 38 ; 42 ; 43 ; 45 ; 46 ; 61 ; 68 ; 73 ; 74 ; 77-93 ; 96 ; 101 ; 110 ; 116.
Villemomble : 21 ; 23 ; 29 ; 30 ; 53 ; 110.
Villepinte : 31 ; 33 ; 43 ; 44 ; 114.

Contrat de dépôt des archives du centre pour la communication et la formation dans l'espace local –CCFEL aux Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

Entre

le Département de la Seine-Saint-Denis, représenté par le Président du Conseil général, Monsieur Claude BARTOLONE, agissant au nom et pour le compte du Département, en vertu de la délibération n° de la Commission permanente en date du , élisant domicile à l'hôtel du Département 93006 BOBIGNY CEDEX,

ci-après dénommé le dépositaire, d'une part,

Et

L'association Génériques, déclarée à la Préfecture de Paris le 6 mai 1987, dont le siège social se situe 34 rue de Cîteaux 75012 Paris et représentée **Farouk Belkeder , secrétaire général, application de la décision du ?, en date ?**

ci-après dénommée le déposant, d'autre part,

Préambule

L'association Génériques a été créée fin 1987 avec pour objectif d'entreprendre et de soutenir toute action permettant d'améliorer la connaissance des phénomènes migratoires en France et dans le monde, par des activités tant scientifiques que culturelles. Dans cette même perspective, l'association œuvre pour la sauvegarde et la préservation des archives privées (associations, syndicats, militants...) de l'immigration et leur mise à disposition auprès de tous publics. Cette activité passe entre autre par un encouragement à leur dépôt dans les services publics d'archives appropriés.

C'est dans ce cadre que Génériques, a décidé de confier les archives du Centre pour la communication et la formation dans l'espace local- CCFEL aux Archives départementales de la Seine-Saint-Denis **date de la décision et instance de direction qui l'a prise.**

Ces archives avaient été récupérées par Génériques à la dissolution du CCFEL en 2003.

Le Centre pour la communication et la formation dans l'espace local (CCFEL) est créé en 1988 par Karim Abboub, souvent décrit comme un « psychanalyste des banlieues ». C'est une association loi 1901. L'équipe d'animateurs qu'il réunit se déplace dans les cités de Seine-Saint-Denis dans des lieux d'écoute permanents ou grâce au « Préserv'bus », un bus équipé pour se rendre dans les banlieues afin de renouer le dialogue avec les toxicomanes et qui permet un accueil original.

En parallèle, l'association intervient régulièrement auprès d'établissements scolaires, d'organismes et d'associations afin de sensibiliser et/ou former, principalement sur la toxicomanie et le sida, mais également sur le travail en réseau, un des axes majeurs de réflexion du CCFEL.

Les liens entre cette association et le Département de la Seine-Saint-Denis, sur des actions de prévention et d'information concernant la santé publique, les problèmes de toxicomanie et les questions liées à la pandémie du sida, donnent aux archives déposées une importance particulière. Ce fonds complète les fonds d'archives publiques versés par les administrations du département sur ces questions.

Il est convenu et décidé ce qui suit :

OBJET DU CONTRAT :

Art. 1 –Le déposant déclare par les présentes déposer aux Archives départementales de la Seine-Saint-Denis la partie des archives papier et audiovisuelles, sous forme d'originaux et copies, relative aux activités de la CCFEL depuis sa création en 1988 jusqu'à 2009 dont il déclare qu'il est détenteur et dont un état sommaire est annexé au présent contrat.

Art. 2 - Le dépôt est réciproquement consenti et accepté par les parties aux conditions ci-dessous énoncées.

Art. 3 - Le dépositaire prend à sa charge les dépenses entraînées par le transfert, la conservation, le classement et la réalisation de l'inventaire des archives déposées, consistant en x mètres linéaires d'archives papier et documents audiovisuels.

Art. 4 - Le déposant garde la pleine propriété des archives déposées, et conserve le droit à la libre communication de l'ensemble des documents et à la possibilité d'obtenir le déplacement temporaire dans ses locaux à condition qu'il prenne celui-ci à sa charge.

CONSERVATION ET TRAITEMENT :

Art. 5 - Le tri des documents incombe au dépositaire, celui-ci établira les listes des documents dont il propose l'élimination et les soumettra au visa du déposant.

Le déposant ne pourra s'opposer à l'élimination de documents qu'en raison de nécessités juridiques.

Si le déposant s'oppose à l'élimination de certains documents, il pourra les reprendre, cette faculté pouvant s'exercer dans un délai de trois mois, à l'expiration duquel le dépositaire sera habilité à procéder à l'élimination.

COMMUNICATION ET REPRODUCTION

Art. 6 - Les parties stipulent que :

- la communication des archives est libre au sein des Archives départementales,
- la reproduction (photocopies, photographies, microfilms ou autres), la publication, le prêt pour exposition ou tout autre motif de ces archives seront soumis à l'autorisation écrite du déposant, dans le respect de l'article L213-4 du Code du patrimoine.

Ces conditions de communication sont applicables aux originaux et aux reproductions.

Le déposant mandate le directeur des Archives départementales pour délivrer ces autorisations, dans le cas où il lui serait impossible à son président de répondre (délais à négocier avec le déposant) à compter de la date de réception de la demande.

Le déposant s'engage :

Art. 6 – a : à ne pas interdire l'édition, la diffusion et la communication du répertoire de ses archives par le dépositaire.

Art. 6 – b : à permettre L'utilisation et l'exploitation par la collectivité de ces archives dans le cadre de la valorisation, de la communication et de ses activités pédagogiques, patrimoniales et scientifiques

Art. 7 - Les reproductions qui seraient demandées par le déposant seront exécutées à ses frais par le dépositaire ou par un tiers, et dans la mesure des possibilités du dépositaire dans un délai de 60 jours.

Art. 8 - Les reproductions de documents déposés, réalisées par les soins ou aux frais du dépositaire dans le respect de la *loi n° 2006-961 du 1^{er} août 2006 relative au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société d'information* seront sa propriété. Leur communication sera soumise aux dispositions prévues dans l'article 6 ci-dessus. Il en sera de même des reproductions (microfilms ou autres) réalisées, en application de l'article 13 en cas de dénonciation du contrat.

Art. 9 - Nonobstant les dispositions de l'article 6, le déposant se réserve l'exercice éventuel des droits d'auteur sur les documents déposés, conformément au Code de la propriété intellectuelle.

RESPONSABILITE :

Art. 10 - Le dépositaire assumera uniquement la responsabilité des documents consignés dans le répertoire qui en sera dressé.

Un exemplaire dudit répertoire sera remis au déposant.

Art. 11 - En cas de vol, perte ou de destruction des documents déposés, et en l'absence de faute ou de négligence du dépositaire, celui-ci sera exonéré de toute obligation de restitution ou d'indemnisation.

DUREE – RESILIATION :

Art. 12 - Le présent contrat est passé pour une durée de 6 ans, renouvelable par tacite reconduction. Ledit contrat prendra effet au jour de sa notification au déposant par le dépositaire, après signature des deux parties.

Art. 13 - Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci, soumis à l'approbation de l'assemblée délibérante.

Art. 14 - Si l'une des parties souhaite mettre fin au présent contrat avant son terme, elle devra avertir l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un délai de préavis de 3 mois à partir de la date de réception de la dite lettre.

Dans le cas où cette initiative est du déposant, la réintégration des documents au lieu désigné par le déposant se fera à ses frais. Décharge sera alors donnée au dépositaire. Celui-ci se réserve le droit de reproduire, à ses frais, tout ou partie de ces archives, avant leur reprise par le déposant. Les reproductions, quel qu'en soit le support, resteront la propriété du dépositaire et seront soumises au régime de communication des archives publiques.

En cas de non respect des engagements réciproques inscrits dans le présent contrat, celui-ci pourra être résilié par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un mois à partir de la date de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Les détériorations survenues lors du dépôt et durant les transports qui ne sont pas du fait du dépositaire sont à la charge du déposant.

Art. 15 - En cas de dissolution de l'association Génériques et si le déposant le souhaite, les Archives départementales peuvent devenir propriétaires des archives. L'association doit alors au cours d'une assemblée générale voter le don des archives aux Archives départementales.

Art. 16 - En cas de désaccord né de l'application ou de l'interprétation du présent contrat, les parties s'engagent à épuiser toutes les voies de conciliation possible, avant de saisir le tribunal compétent.

Fait à Bobigny en 4 exemplaires, le

Pour l'association Génériques
Le secrétaire Général

Pour le Département de la Seine-Saint-Denis,
Le Président du Conseil général,
Et par délégation,
Le Vice-président chargé de la Culture,

Farouk BELKEDER

Emmanuel CONSTANT

Table des matières

INTRODUCTION.....	3
SOURCES COMPLEMENTAIRES	6
REPertoire NUMERIQUE DETAILLE DU CCFEL	15
SOMMAIRE	17
TABLE DES SIGLES & ABREVIATIONS	18
INDEX GENERAL.....	31
CONTRAT DE DEPOT DES ARCHIVES DU CCFEL.....	33
TABLE DES MATIERES	37

